

La cuisson au gaz en France

EN CHIFFRES

10 millions de foyers cuisinent au gaz en France

146 885

enfants présentent des symptômes d'asthme liés à la cuisson au gaz

3,5 € milliards coût sociétal annuel de la cuisson au gaz dans l'Union européenne

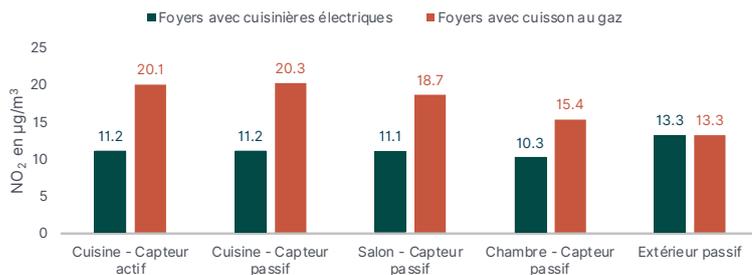
En France, des millions de personnes se mettent à table devant des repas préparés sur des plaques de cuisson au gaz, ignorant la pollution invisible de l'air provenant de leurs plaques de cuisson et de leurs fours à gaz. Des décennies de recherche montrent une corrélation entre les émissions de ces appareils, en particulier le dioxyde d'azote (NO₂), et des impacts néfastes sur la santé, notamment l'asthme et les sifflements, en particulier chez les enfants. La Commission européenne et le gouvernement français ont l'opportunité et la responsabilité de protéger la santé publique et l'environnement en facilitant et en accélérant la transition vers une cuisson électrique plus propre.

Les foyers cuisinant au gaz en France dépassent les limites de pollution de l'air

CLASP a réalisé une étude dans sept pays européens, dont la France, comparant la pollution de l'air intérieur dans les foyers cuisinant au gaz avec celle dans les foyers équipés de plaques de cuisson et de fours électriques.

L'étude a révélé que les foyers équipés d'appareils à gaz ont des concentrations de NO₂ significativement plus élevées que ceux équipés d'appareils électriques. Seuls les foyers cuisinant au gaz ont dépassé les limites journalières et horaires recommandées par l'OMS pour le NO₂, ainsi que les limites horaires de l'UE pour le NO₂. Aucun foyer utilisant des appareils de cuisson électriques n'a dépassé ces limites. Les niveaux de pollution de l'air extérieur étaient généralement plus élevés que les niveaux d'émissions intérieurs des foyers cuisinant à l'électricité, tandis que les foyers cuisinant au gaz présentaient en moyenne des niveaux de pollution intérieure plus élevés.

CONCENTRATIONS MOYENNES DE NO₂ EN FRANCE



DÉPASSEMENTS DES LIMITES DE NO₂ DES FOYERS CUISINANT AU GAZ ET À L'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE

Normes NO ₂	Dépassements pour les foyers équipés d'appareils à gaz	Dépassements pour les foyers équipés d'appareils électriques
Directives journalières de l'OMS	53%	0%
Directives horaires de l'OMS	29%	0%
Limites horaires de l'UE	29%*	0%

*Extrapolation de 13 jours de données de mesure à un dépassement annuel

ÉNERGIE

Le Plan national énergie et climat (PNEC) de la France fixe l'objectif d'atteindre la neutralité carbone dans le secteur de l'énergie d'ici 2050. Des incitations favorisent l'adoption de pompes à chaleur mais n'incluent pas la cuisson électrique. Les politiques d'écoconception et d'étiquetage énergétique peuvent accélérer l'électrification de la cuisson.

ENVIRONNEMENT

La France vise à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport aux émissions de 1990. La dépendance au gaz fossile, y compris pour la cuisson domestique, compromet ces objectifs. L'abandon progressif de la cuisson au gaz entre 2027 et 2030 dans l'UE pourrait entraîner une réduction de 60 Mt de CO₂e d'ici 2050.

SANTÉ

La qualité de l'air intérieur est une priorité du gouvernement français. La qualité de l'air intérieur (QAI) française répond aux défis posés par la QAI et des directives sont en place. En s'appuyant sur cette priorité, la France peut réussir à passer à la cuisson électrique pour minimiser l'exposition à des polluants dangereux pour la santé.

ATTITUDES ET TENDANCES DES CONSOMMATEURS

En février 2023, CLASP a commandé une enquête approfondie auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française. L'enquête explore les habitudes des participants en matière de cuisson, les préférences et la disposition à adopter des méthodes de cuisson alternatives. Les résultats montrent des idées fausses courantes sur la cuisson au gaz et électrique, associées à un manque de sensibilisation aux impacts sur la santé de la cuisson au gaz.

58%

des Français envisageraient de se débarrasser d'une cuisinière à gaz s'il y avait des conséquences pour la santé.



La familiarité avec la méthode de cuisson est un facteur clé de la préférence des consommateurs.



Les consommateurs mentionnent la connaissance des risques pour la santé comme un moteur potentiel pour passer à des méthodes de cuisson sans gaz.



Les principales préoccupations empêchant les consommateurs de passer aux plaques électriques sont liées au coût.

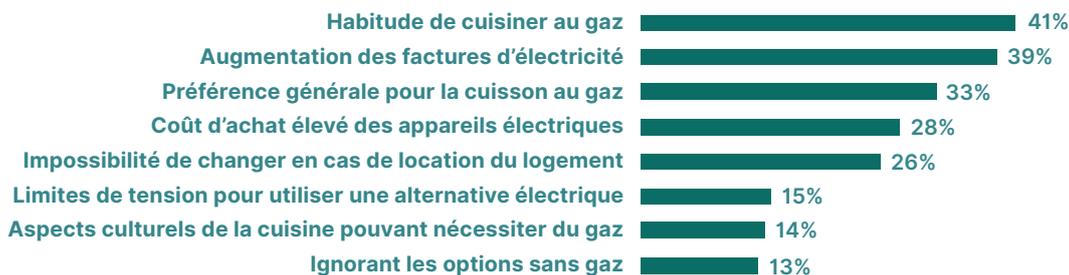
47%

des adultes en France associent les appareils de cuisson au gaz à un problème de santé

91%

trouveraient utile un label d'efficacité énergétique pour les plaques de cuisson

OBSTACLES QUI EMPÊCHENT LES CONSOMMATEURS DE PASSER AUX APPAREILS DE CUISSON ÉLECTRIQUES



43%

seraient motivés à passer aux plaques électriques s'il y avait une aide financière

APERÇU DES COÛTS

Bien souvent perçue comme économique, la cuisson au gaz entraîne des dépenses significatives pour la société et les individus. Selon les estimations de CLASP, la pollution de l'air intérieur due à la cuisson au gaz représente au moins 3,5 € milliards par an dans l'UE en coûts sociétaux, tels que les consultations médicales, les médicaments, et la perte de productivité causée par l'absentéisme, par exemple.

COÛT TOTAL DE POSSESSION



Le coût total de possession comprend le coût sur la durée de vie des plaques de cuisson de 15 ans. Il prend en compte l'ensemble des coûts énergétiques en tenant compte de l'inflation supposée, du prix d'achat, de l'installation et des coûts de réparation.

DÉFIS



Les cuisinières et fours à gaz et électriques sont testés différemment, empêchant les consommateurs de comparer leur efficacité énergétique et leurs émissions de polluants.



Il existe un manque de sensibilisation aux risques pour la santé de la cuisson au gaz.



La France a pris du recul par rapport à ses engagements en matière de climat, conservant le chauffage au gaz tout en soutenant les mesures d'incitation en faveur des pompes à chaleur.

OPPORTUNITÉS



La priorité de la France sur la qualité de l'air intérieur (QAI) et la santé peut contribuer à stimuler la transition vers la cuisson électrique.



Le mix énergétique de la France dépend moins du gaz que celui d'autres pays de l'UE, facilitant ainsi le passage à la cuisson électrique.



Les aides gouvernementales, y compris « Ma Prime Rénov », offrent une voie pour la transition vers le chauffage électrique et pourraient être élargies pour inclure la cuisson électrique.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR ÉLECTRIFIER LA CUISSON DANS L'UE

€ INCITATIONS

Le gouvernement français devrait **subventionner la transition vers la cuisson électrique**, offrant l'accès à tous à des alternatives plus propres et plus saines.

- **S'appuyer sur le plan QAI existant et la priorité de soutenir la santé des citoyens français** afin de fournir des aides pour passer à des formes de cuisson plus saines.
- Fournir un soutien global et **coupler les aides** pour le chauffage et les rénovations intérieures avec des aides pour les plaques et les fours électriques.
- La priorité devrait être accordée aux logements à faible revenu ou aux logements sociaux, afin **d'assurer une transition équitable pour tous**.



RÉGLEMENTATIONS

Les Directives sur la Qualité de l'Air Intérieur fournissent une base pour réguler les niveaux intérieurs de NO₂, qui, selon la recherche, sont directement liés aux plaques de cuisson à gaz dépassant les valeurs quotidiennes recommandées par l'OMS. Pour améliorer davantage la qualité de l'air intérieur en France, le gouvernement français devrait encourager l'UE à

- Adopter une méthode d'essai qui **compare directement l'efficacité des appareils de cuisson** au gaz et électriques, obligeant les fabricants à mesurer et à rendre compte des émissions de leurs appareils.
- Fixer **des limites aux émissions polluantes** des appareils de cuisson à gaz.
- Établir **les mêmes exigences d'efficacité** pour les plaques de cuisson et les fours à gaz et électriques, et **exiger que les hottes de cuisine captent efficacement les polluants**.
- Intégrer **la QAI dans les exigences d'information** pour les appareils de cuisson au gaz.
- Fournir une nouvelle **étiquette énergétique** pour permettre aux consommateurs de **comparer directement les émissions et l'efficacité** des plaques de cuisson.